

ENTRETIEN DE M. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, DANS LE QUOTIDIEN RUSSE "ROSSISKAYA GAZETA" DU 9 OCTOBRE 2007, NOTAMMENT SUR LES RELATIONS FRANCO-RUSSES, LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE, LES RELATIONS AVEC L'OTAN ET LE NUCLÉAIRE IRANIEN.

9 OCTOBER 2007 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Q - Monsieur le Président, une question traditionnelle mais extrêmement importante, comment évaluez-vous l'état actuel de la coopération franco-russe et comment voudriez-vous que soient vos relations avec le président russe, Vladimir Poutine ? Quelles sont les questions que vous escomptez aborder à Moscou ?

R - Notre coopération se développe et se renforce. C'est d'autant plus important que la Russie est de retour sur la scène mondiale. Cela se traduit notamment par un renouveau industriel et technologique de l'économie russe qui permet à nos entreprises de travailler ensemble sur des projets porteurs et emblématiques. Je n'en citerai que deux qui illustrent les potentialités de notre coopération : la réalisation de l'avion superjet 100 par l'avionneur Soukhoï, en partenariat avec des entreprises françaises (Snecma, Thalès), l'utilisation de lanceurs russes Soyouz sur le pas de tir de la base de Kourou, en Guyane. Ce renouveau économique ouvre des perspectives d'investissements pour les entreprises françaises en Russie, mais il en ouvre aussi pour les entreprises russes en France. Cette densification de nos liens économiques et commerciaux est tout à fait souhaitable, d'autant plus qu'elle repose sur des critères d'économie de marché et de respect du droit.

Le statut retrouvé de la Russie doit être accueilli tout à fait sereinement, parce qu'en contrepartie il lui permettra d'assumer et d'exercer ses responsabilités qui vont de pair avec sa légitime aspiration à être une grande puissance. J'attends ainsi de la Russie une contribution importante et positive au règlement des défis de notre temps. C'est tout le sens du message que j'adresserai à la jeunesse russe que je rencontrerai durant mon séjour à Moscou.

C'est fort de cette attente que je m'entretiendrai avec le président Poutine sur les grandes questions internationales qui nous préoccupent, notamment l'Iran et le Kosovo. Depuis ma rencontre avec le président Poutine au Sommet du G8 d'Heiligendamm, je sais que j'ai affaire à un homme pragmatique, aimant son pays, libre de toute posture et de tout dogmatisme. Cela devrait nous aider à trouver un langage commun sur ces grandes questions internationales.

Q - Nombreux sont ceux qui évoquent aujourd'hui la possibilité d'un choc des civilisations. Peut-on éviter une telle évolution ? Etes-vous d'accord avec le fait que le processus de démocratisation du Proche-Orient conduit le plus souvent à l'arrivée au pouvoir de mouvements extrémistes ?

R - Au Proche-Orient, c'est l'injustice, la perpétuation de conflits anciens auxquels s'ajoutent désormais de nouvelles crises qui font le lit des extrémismes.

Quant au choc des civilisations, on ne l'évitera pas en imposant à tous les peuples de penser et de croire la même chose. Je le disais fin septembre à la tribune des Nations unies : il n'y aura pas de paix dans le monde sans le respect de la diversité, sans le respect des identités nationales, des croyances et des cultures.

C'est la raison pour laquelle la France est si attachée aux Nations unies. Car l'ONU est la seule enceinte dans laquelle tous les Etats et les peuples de la terre, malgré toutes leurs différences, peuvent se parler et s'écouter.

Lorsque la France défend sa langue au sein de l'organisation mondiale, au point parfois d'irriter, elle défend le pluralisme des cultures. Ce qui importe, c'est le respect de la diversité, de la richesse historique et culturelle du monde. Ce qui importe avant tout est l'acceptation de l'autre dans sa différence.

La France et la Russie ont des histoires différentes, même si elles ont écrit parfois ensemble de magnifiques pages, mais leurs rapports sont fondés sur la compréhension, la tolérance, la coopération avec le partenariat.

La Russie et la France abritent toutes deux de grandes richesses humaines et culturelles. Plusieurs confessions religieuses coexistent sur leur sol. Elles sont dès lors particulièrement qualifiées pour

plaider et oeuvrer activement en faveur du dialogue des peuples, des cultures et des civilisations, en faveur de la tolérance. Nos pays comprennent que le monde n'est pas uniforme et ne saurait l'être. Ils ont le devoir de faire passer ce message sur la scène internationale. Mais nous serons d'autant plus écoutés dans le monde que nous serons exemplaires chez nous. Cela vaut pour la Russie comme pour la France.

Q - Vous avez récemment formulé une série de conditions au rapprochement de la France avec l'OTAN. Vous vous exprimez en faveur de la création d'une Europe unie. Qu'est-ce qui motive votre aspiration à une intégration plus étroite dans les structures européennes et transatlantiques ?

R - J'ai la conviction qu'il n'y a pas de France forte sans l'Europe, comme il n'y a pas d'Europe forte sans la France. L'émergence d'une Europe forte contribuera efficacement à la mise en place d'un ordre mondial plus équilibré, plus juste et plus efficace. La Russie dit souhaiter un monde multipolaire faisant une place plus grande aux pays émergents. C'est justement parce que la France partage cette approche qu'elle souhaite que l'Europe constitue l'un de ces pôles, un acteur désireux et capable de contribuer de façon décisive à la sécurité et à la stabilité internationales. Cela suppose une intégration plus poussée. C'est le sens de nos efforts visant à l'adoption d'un traité simplifié. Il permettra de sortir d'une décennie de querelles institutionnelles et de remettre le projet européen sur les rails.

S'agissant des structures transatlantiques, j'ai dit qu'il fallait avancer de front vers le renforcement de l'Europe de la défense et vers la rénovation de l'Otan et de sa relation avec la France. Opposer l'Union et l'Otan est absurde. Il s'agit au fond des mêmes forces armées. La France est membre fondateur des deux. Il y a un déficit de capacités à combler en Europe. Il y a une complémentarité évidente entre les deux organisations, comme cela se voit déjà sur le terrain en Afghanistan par exemple. Il faut que les Européens prennent leurs responsabilités en matière de sécurité et de défense et il faut aussi que les Américains comprennent que c'est le sens de l'histoire et il faut enfin que la Russie soit consciente que ces évolutions ne sont aucunement dirigées contre elle.

Le monde a beaucoup à gagner d'une coopération plus approfondie et plus systématique entre l'Europe et la Russie, notamment en matière de défense et de sécurité. C'est ma conviction profonde, à l'approche de la Présidence française de l'Union européenne au 2ème semestre 2008.

Q - Aujourd'hui, le monde entier est préoccupé par la situation autour du programme nucléaire de l'Iran. Considérez-vous possible, en toute hypothèse, le recours à la force militaire contre ce pays, au cas où il refuserait de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Pourquoi estimez-vous insuffisants les mécanismes standards existants de contrôle de l'activité nucléaire de Téhéran ?

R - Vous avez raison de dire que le monde entier est préoccupé. Cette crise est sans doute la plus grave de toutes celles que nous connaissons actuellement. Un Iran doté de l'arme nucléaire est inacceptable pour la France. Il faut tout faire pour éviter de nous faire enfermer dans une alternative catastrophique : la bombe iranienne ou le bombardement de l'Iran. Entre la résignation et la guerre, deux mots qui n'appartiennent pas à mon vocabulaire, il y a une attitude responsable : des sanctions croissantes pour ramener l'Iran à la raison, mais aussi une ouverture au dialogue si l'Iran fait le choix de respecter ses obligations. C'est la démarche que nous avons choisie avec nos partenaires des UE3+3, et que les ministres des Affaires étrangères Kouchner et Lavrov ont réaffirmé, avec leurs collègues, dans leur déclaration du 28 septembre.

Vous parlez de "mécanismes standards existants de contrôle". Mais la situation iranienne est tout sauf une situation "standard" ! Il s'agit d'un pays qui a dissimulé pendant près de vingt ans à l'AIEA un programme nucléaire. Il s'agit d'un pays qui cherche à enrichir de l'uranium alors qu'aucun besoin civil crédible ne le justifie. C'est pour cela que le Conseil de sécurité et le Conseil des gouverneurs de l'AIEA demandent à l'Iran davantage que l'application des mécanismes "standards existants" de contrôle, que du reste l'Iran n'applique pas puisqu'il n'a pas mis en oeuvre le protocole additionnel de l'AIEA. L'Iran doit suspendre ses activités d'enrichissement et de retraitement, et mettre en oeuvre le protocole additionnel ainsi que toutes les autres mesures de transparence exigées par l'AIEA. Sans cela, la confiance est impossible.

L'Iran s'est engagé auprès de M. El Baradeï à répondre à certaines questions. C'est un premier pas, mais il ne s'agit pas seulement de faire toute la lumière sur le passé. Il s'agit aussi de suspendre les activités en cours et d'appliquer les résolutions 1737 et 1747 du Conseil de sécurité. Les sanctions ont permis d'obtenir de premiers résultats en poussant les responsables iraniens vers plus de transparence

permis d'obtenir de premiers résultats en poussant les responsables français vers plus de transparence. C'est donc la preuve qu'elles font réfléchir le régime. Personne ne doit douter du sérieux et de la détermination de la France sur ce dossier. Il s'agit de la défense de notre sécurité collective contre les dangers de la prolifération. Je ne transigerai pas sur un sujet d'une telle gravité.

Q - On entend souvent ces derniers temps l'opinion que l'Union européenne construit un nouveau "rideau de fer" aux frontières de la Russie. Dans quelle mesure de telles affirmations vous paraissent fondées ? La France est-elle prête à mener dans sa relation avec la Russie une politique indépendante et différente de celle de l'Union européenne ?

R - Le mur de Berlin est tombé il y a presque vingt ans et nul n'a l'intention, de part et d'autre, de reconstruire un mur de quelque nature qu'il soit. Je garde d'ailleurs de cet événement majeur le souvenir merveilleux du violoncelliste Mstislav Rostropovich jouant au pied du mur, comme symbole du retour de la très grande culture russe au sein de l'Europe.

Depuis une quinzaine d'années, la Russie et l'Union européenne n'ont eu de cesse de se concerter, de se rapprocher, comme l'illustre entre autres la mise en oeuvre des quatre espaces, dont un - celui de l'éducation - qui peut être vécu au quotidien par les citoyens russes qui participent aux échanges de chercheurs, d'universitaires, d'étudiants. Il y a aussi l'accord récent entre l'Union européenne et la Russie en matière de facilitation de délivrance des visas de court séjour. Sur ce dernier point, il conviendrait sans doute à terme d'aller plus loin, vers la suppression du régime des visas, mais cela suppose de travailler encore plus étroitement avec l'ensemble des partenaires européens, sur tous les sujets, en toute bonne foi.

Mais je ne vais pas non plus dire qu'il n'y a aucun problème. A titre d'exemple, je ne vous cacherai pas que, quand la Russie coupe les approvisionnements en énergie d'une partie de l'Europe sans prévenir, cela sape la confiance. Comme il existe des convergences, il existe aussi des divergences que la présidence française de l'Union européenne au deuxième semestre de 2008 tâchera de résoudre. Quant à une politique indépendante de la France, je compte effectivement mener une politique indépendante, comme l'Union européenne en mène une, indépendante, faite de compromis et de concertation. L'une et l'autre sont indissociables et c'est ce qui fait que je nourris l'ambition d'une France forte au sein d'une Europe forte.